

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

13 mai 2026

## PROTECTION ET SOUVERAINETÉ AGRICOLES - (N° 2765)

Commission	
Gouvernement	

N° 472

**AMENDEMENT**

présenté par

M. Descoeur, M. Ceccoli, M. Liger, Mme Rey-Rinchet et M. Taite

-----

**ARTICLE 4**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Après l'alinéa 8, insérer l'alinéa suivant :

« c *bis*) Après le même 3° *bis*, devenu le 3° *ter*, il est inséré un 3° *quater* ainsi rédigé :« 3° *quater* Ou bénéficiant de la mention « montagne » prévue à l'article L. 641-14 ; »**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à améliorer la prise en compte des produits bénéficiant de la mention « produit de montagne » en les intégrant dans les objectifs d'approvisionnement de la restauration collective définis à l'article L. 230-5-1 du code rural et de la pêche maritime.

Ces produits, élaborés dans des zones soumises à des contraintes naturelles fortes, contribuent à la vitalité économique des territoires de montagne, au maintien des filières agricoles locales et à la souveraineté alimentaire nationale.

L'intégration des produits de montagne permettrait d'atteindre 10% de parts de marché dans les achats de produits laitiers dans la restauration collective d'ici 2030. Ces 10% représentent environ 100 millions de litres de lait de montagne, soit environ 2,5% de la collecte de montagne. Ces 2,5% de débouchés supplémentaires auraient pour conséquence directe de préserver, entre autres : \*23 000 hectares de prairies, \*1200 emplois directs et indirects en zone de montagne, \*121 M€ de chiffres d'affaires par an.

Enfin, cette obligation vient pallier l'absence des mentions « montagne » et « produit de montagne » écartées par le décret n°2019-351 du 23 avril 2019.

Cet amendement a été travaillé avec le Cniel.